

Euro, BCE ou les absences de nos « présidentiables »

Nos présidentiables en campagne continuent à débattre comme si l'Union européenne n'existant pas; ou, plutôt comme si elle était un simple sujet de politique extérieure. Ainsi, on a pu constater cette étrange absence lors du débat des trois candidats socialistes.

Pourtant les taux d'intérêt, la masse monétaire, le taux de change à l'exportation sont déterminés par la Banque centrale européenne (BCE) basée à Francfort. Les niveaux acceptables des déficits publics et de l'endettement de l'État sont soumis aux règles européennes suivies à Bruxelles par la Commission et l'Eurogroupe.

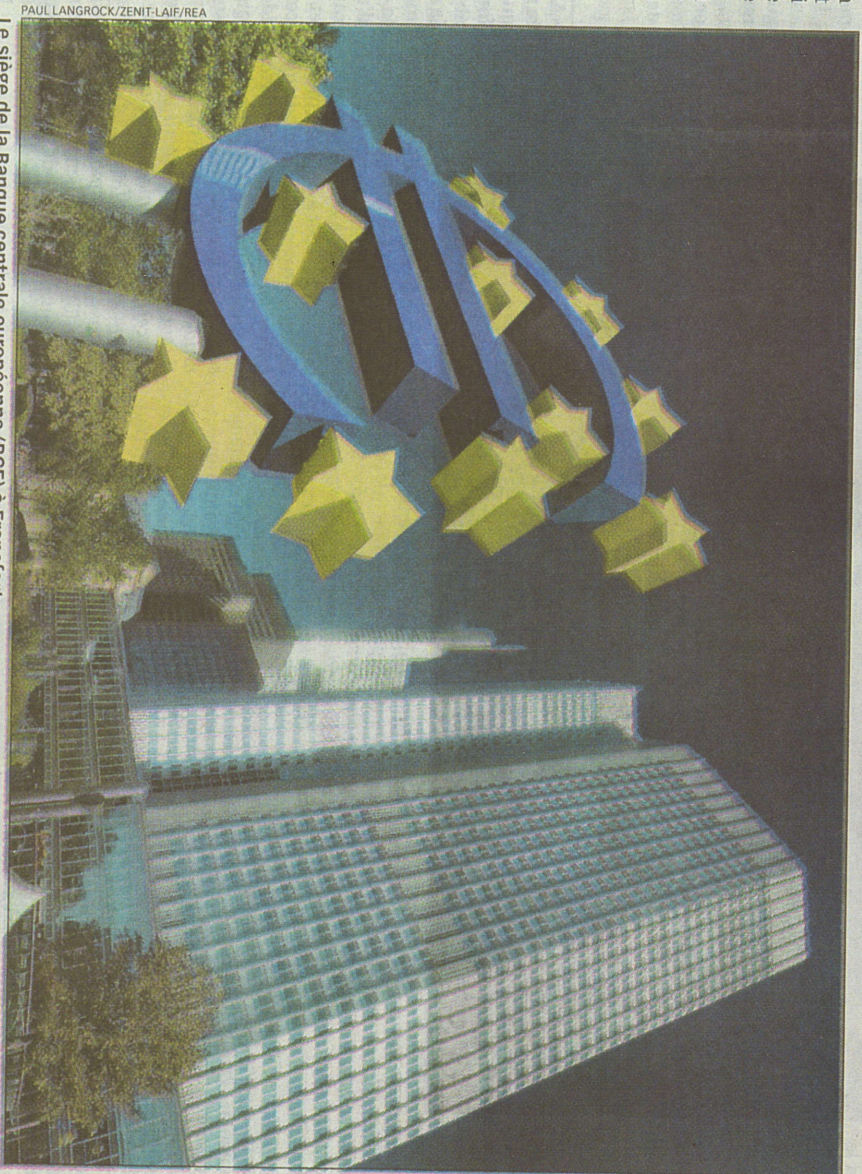
La marge de manœuvre d'un futur président français en matière socio-économique est donc extrêmement faible (même s'il dispose d'une majorité à l'Assemblée). Mais, à la décharge de Dominique Strauss-Kahn, Ségolène Royal et Laurent Fabius, remarquons que les journalistes animant le débat n'ont pas eu l'air d'être plus conscients de ces réalités. À écouter la discussion, on aurait pu se croire encore à l'époque du franc!

Pourtant les questions importantes ne manquent pas, comme par exemple:

– Souhaitent-ils un renforcement de l'Eurogroupe et la mise en place d'une gouvernance commune de la politique économique de la zone euro? Si oui, comment et avec quels autres leaders politiques européens comptent-ils le faire? Si non, comment assument-ils l'absence de stratégie économique, et de contrepois démocratique, à la toute-puissance de la BCE?

– Face à la baisse du dollar par rapport à l'euro, sortent-ils en faveur d'un « euro fort » ou au contraire d'une monnaie plus compétitive à l'internationale?

– Pensent-ils que la lutte contre l'inflation doit rester l'axe central de la politique monétaire de la zone euro, ou au contraire que la croissance et l'emploi doivent devenir prioritaires? Et comment complètent-ils parvenu à convaincre les autres Européens de partager leurs analyses?



Le siège de la Banque centrale européenne (BCE) à Francfort.

Franck Biancheri

*Directeur de recherche,
Laboratoire européen d'anticipation politique – Europe 2020*

La marge de manœuvre d'un futur président français en matière socio-économique est extrêmement faible, même s'il dispose d'une majorité à l'Assemblée.

Sans réponses crédibles à ces questions, les électeurs doivent savoir qu'au lendemain de l'élection, quel que soit le candidat élu, ils entendront la tiranie suivante: «*Désolé, nous ne pouvons pas mettre en œuvre les réformes promises, car Bruxelles et les autres Européens ne sont pas d'accord.*»

À droite, les mêmes promesses électorales se font également sans envisager le «détail» européen. Ainsi, les récentes déclarations

pouvoir croissant, on pourrait penser qu'il serait préoccupé par l'information que ce sont les bureaucrates qui dirigent *de facto* la Commission. De manière surprenante, cela ne paraît pas l'inquiéter, ni ses compétiteurs, d'ailleurs.

Serait-ce parce qu'ils trouvent cela positif? Parce qu'ils pensent ne rien pouvoir y changer? Ou bien parce qu'ils pensent que ça n'intéresse pas leurs électeurs?

En tant que citoyen, j'aimerais pourtant bien connaître leurs réponses aux deux premières éventualités.

Eten tant que spécialiste de l'évolution politique de l'Union européenne, je peux les renseigner sur la troisième question: elle préoccupe bien un nombre croissant d'électeurs et est l'une des raisons du succès du «non» au référendum de 2005.

Les candidats extrémistes l'ont bien compris qui capitalisent sur ce sentiment et savent le transformer en votes, face à des leaders de partis de «gouvernement» qui préfèrent ignorer cette question pourtant centrale dans toute démocratie: Qui gouverne? Les politiques ou les bureaucrates?

Deux ans après le référendum sur la Constitution européenne, ce sera aussi un des enjeux européens en filigrane de cette élection présidentielle française.

RFI
Paris 89 FM
www.rfi.fr

Chaque jour à 18h20 du lundi au vendredi!

“À LA UNE DE LA CROIX”
Une émission de la rédaction de RFI